

L'ENJEU DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE PREND DE L'AMPLEUR. INGÉNIEUR AGRONOME, ROGER ZÜRCHER APPELLE À UNE PLUS GRANDE MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE ET À UNE MEILLEURE PROTECTION DE LA PRODUCTION INDIGÈNE.

Roger Zürcher est ingénieur agronome. Il travaille dans le domaine de la coopération internationale depuis 1995. Il a vécu quelques années au Tchad, période pendant laquelle il était responsable d'une ferme. Il œuvre actuellement pour Food for the Hungry. En parallèle, il travaille à la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève (HEPIA). Entretien.

La souveraineté alimentaire nous concerne tous

POUR COMMENCER, COMMENT DÉFINIRIEZ-VOUS LE CONCEPT DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE?

Je reprendrais celui de la Via Campesina (le plus grand syndicat paysan au monde), qui a défini la souveraineté alimentaire en 1996, comme étant le droit des peuples à définir leur propre politique agricole et alimentaire. Cela peut aller jusqu'à fermer certaines frontières et à empêcher des produits de mauvaise qualité d'entrer dans le pays, afin de protéger la production indigène.

POURQUOI SOMMES-NOUS AUTANT DÉPENDANTS DU RESTE DU MONDE?

Au départ, il s'agissait de produire là où une région a un avantage comparatif et ensuite d'échanger les productions entre pays. Les échanges globalisés et donc notre dépendance sont uniquement rendus possibles du fait des transports qui sont très bon marché. Prenons l'exemple des moutons en Nouvelle-Zélande: c'est là que ces bêtes sont élevées au moindre coût, car elles sont simplement parquées sur des îles, sur lesquelles elles bénéficient de toute la nourriture nécessaire. Les Néo-Zélandais produisent ainsi la viande la moins chère du monde. On pourrait donc imaginer que tous les moutons du monde soient élevés là-bas, pour être ensuite exportés dans le reste du monde. Mais on voit à quel point l'application des principes du libre échange total et de la globalisation sont absurdes en agriculture. Il suffirait de multiplier par dix le coût des transports pour que tout le système des échanges internationaux s'effondre. C'est d'ailleurs ce qui commence à se passer actuellement.

SELON VOUS, LA CRISE EN UKRAÏNE VA-T-ELLE ACCÉLÉRER LE CHANGEMENT VERS LA MISE EN PLACE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN EUROPE?

Je ne pense pas qu'elle amènera un grand changement en Suisse. Nous sommes peu dépendants des céréales de Russie ou d'Ukraine (2 à 4%). Seule une inflation déjà perceptible est à craindre.

La France est quant à elle un pays qui produit plus que sa consommation. L'impact de la crise sera donc léger sur elle, comme sur le reste de l'Europe de l'Ouest. Cette crise est pourtant un excellent signal. C'est qu'il est temps d'arrêter de dépendre de l'extérieur. Il est temps d'augmenter le taux de production indigène des denrées alimentaires. Il s'agit de rebâtir notre société sur l'agriculture et de l'ancrer dans le terroir, comme c'était le cas auparavant.

QU'EST CE QUI DEVRAIT ÊTRE MIS EN PLACE?

Idéalement, il faudrait principalement tripler le nombre de travailleurs dans l'agriculture, pro-



téger notre marché intérieur et notre production indigène. Cesser de vouloir agrandir et robotiser les fermes est aussi important. En effet, cela a poussé à une forme d'industrialisation et à abandonner certaines cultures où nos avantages comparatifs étaient faibles par rapport

aux pays voisins.

Cela a aussi fortement diminué notre taux d'approvisionnement depuis la Deuxième Guerre mondiale. Nous avons profité des avantages des prix bas sur le court terme, mais il existe un risque en cas d'instabilité ou d'insécurité car nous sommes dépendants de nos voisins.

EST-CE QU'UN CHANGEMENT DE RÉGIME ALIMENTAIRE CHEZ LE CONSOMMATEUR DEVRAIT SE PRODUIRE ?

Oui. Plusieurs recherches ont été menées sur ce sujet, notamment par le célèbre Institut suisse de recherche en agriculture biologique (FiBL). Ces études montrent qu'il est possible de nourrir la population au moyen de l'agriculture biologique (sans intrants chimiques). Toutefois cela ne peut se faire qu'à certaines conditions: réduire le gaspillage et manger moins de viande. Je m'explique. Une personne végétarienne consomme en moyenne 200 kilos de céréales par année. Mais une personne qui mange de la viande en consomme 800 kilos. Ainsi, baisser sa consommation de viande permettrait de nourrir presque quatre fois plus de personnes. Mais il ne s'agit pas de devenir végétarien, simplement de baisser sa consommation de viande.

OÙ EN SONT LA SUISSE ET LA FRANCE SUR LE PLAN DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?

En Suisse, nous sommes actuellement parmi les plus mauvais élèves en Europe, avec un taux d'approvisionnement très bas (environ 50%). L'Union suisse des paysans n'est pas encore prête à appliquer globalement le modèle de souveraineté alimentaire combinée avec celui de l'agriculture

biologique. Quant à la France, elle se débrouille mieux que la Suisse en matière de souveraineté alimentaire grâce à son statut de pays exportateur. Si nécessaire, elle peut réduire ses exportations et augmenter son auto-approvisionnement.

L'AUGMENTATION ACTUELLE DE LA POPULATION NE REND-ELLE PAS IMPOSSIBLE LA MISE EN PLACE DE CE PRINCIPE ?

C'est sûr que dans le cas de certains pays qui ne peuvent pas produire pour l'ensemble de leur population, ce sera compliqué. On peut imaginer des migrations de populations. Les principaux pays exportateurs, comme la Russie ou le Canada vont continuer à livrer les pays dans le besoin, mais jusqu'à quand? Les échanges internationaux de longue distance pour se procurer de la nourriture ne sont pas une solution. L'Égypte l'a bien compris, puisqu'elle veut rapidement augmenter son taux d'auto-approvisionnement de 50 à 65%.

QUELLE EST LA VISION CHRÉTIENNE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?

Le peuple d'Israël représente un modèle de nation qui se développe avec des principes bibliques, bien que la situation ne soit pas toujours idéale. Le Sermon sur la montagne est également intéressant dans ce sens. On peut donc tendre vers une agriculture réconciliée avec la terre, c'est-à-dire produire en abondance tout en respectant la vie (sans utiliser de biocides). C'est une vision bien différente de celle d'un modèle agricole industriel «extracteur de ressources» présent dans de nombreux pays. Dans une approche réconciliée, il s'agit de produire de la nourriture, mais pas de l'arracher à la nature.

Propos recueillis par **Esther Laurent**

Réagissez!

